Bulletin de la Société d'Histoire de la Guadeloupe

Le rapport Couderc, révélateur de la société guadeloupéenne du début du xx^e siècle

Benoît Fricoteaux

Numéro 112-113, 2e trimestre 1997

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1043214ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1043214ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Société d'Histoire de la Guadeloupe

ISSN

0583-8266 (imprimé)

2276-1993 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Fricoteaux, B. (1997). Le rapport Couderc, révélateur de la société guadeloupéenne du début du xx^e siècle. *Bulletin de la Société d'Histoire de la Guadeloupe*, (112-113), 19–53. <https://doi.org/10.7202/1043214ar>

Le rapport Couderc, révélateur de la société guadeloupéenne du début du xx^e siècle

par
Benoît Fricoteaux

IMPORTANCE HISTORIQUE D'UNE PROBLÉMATIQUE POLITIQUE/JUSTICE

Auditions de la commission parlementaire tenues principalement du 26 février au 15 mars 1909 pour examiner l'opportunité de la levée de l'immunité parlementaire d'un député guadeloupéen au faite de sa puissance, le rapport Couderc semble exemplaire à un double titre. D'une part, au regard de l'histoire de la troisième République, il nous invite, à près d'un siècle d'intervalle, à revisiter les arcanes de la morale politique aujourd'hui sur la sellette, grâce à nos petits juges, lassés des indignités répétées d'une magistrature aux ordres, et par ailleurs, il nous permet de plonger au cœur d'un petit morceau très particulier de la République française, puisqu'il s'agit d'un échantillon colonial, c'est-à-dire, d'une parcelle de souveraineté partagée entre le désir d'identification au centre, et une réalité fondamentalement décalée.

Aussi, peut-on se demander, dans la perspective qui est la nôtre, celle de l'historien du discours, s'il est possible de recomposer la réalité culturelle de la Guadeloupe du début du siècle, à travers une mosaïque de témoignages pas nécessairement sincères ? Plus précisément, au cœur des minutes de ce rapport exemplaire, dont on trouvera d'amples extraits en annexe, en quoi, par-delà l'affaire Légitimus, dont ces documents se font l'écho, la commission Couderc, ne dresse-t-elle pas avant tout un réquisitoire singulier contre les travers de la société coloniale, et donc en filigrane, un acte d'accusation (presque) involontaire, contre l'hypocrisie instituée d'une République qui se conçoit alors comme triomphante ? Plus avant, on sera susceptible de mesurer jusqu'où, le portrait qui se dessine ici, ne comporte pas, *mutatis mutandis*, quelques traits de ressemblance caractéristiques avec la société de cette fin de millénaire ?

UN CONTEXTE DE FIN DE RÈGNE POUR LÉGITIMUS

Rappelons brièvement quelques faits¹. Hégésippe Légitimus, né le 8 avril 1868, fils d'un agriculteur et marin pêcheur disparu en mer, de Marie-Galante, ancien élève du lycée de Pointe-à-Pitre², constitue une base crédible pour incarner l'aspiration vers le haut de la masse noire et méprisée de la Guadeloupe coloniale. Membre du Comité de la Jeunesse Républicaine, excellent rhéteur, à l'origine de la création du journal « Le Peuple »³, le 14 juillet 1891, l'ascension de ce « requin », suivant l'expression des mulâtres, apparaît fulgurante au regard de son jeune âge. Conseiller général du canton du Lamentin dès 1894, il est élu député de la 2^e circonscription de la Guadeloupe en 1898, contre Auguste Isaac, député mulâtre, avant de devenir maire de la Pointe-à-Pitre en 1904.

Mise à part la tentative infructueuse de son précurseur (au regard de la couleur de peau), Davis David en 1885 contre Gaston Gerville-Réache⁴, Hégésippe Légitimus est le premier député noir de la Guadeloupe, et sa démarche, hautement symbolique, s'identifie à l'émergence de l'idée socialiste en Guadeloupe, imprégnée de guesdisme, c'est-à-dire d'une social-démocratie à caractère marxiste, favorisant le thème de la lutte des classes mais aussi valorisant le rôle de l'État⁵. A cette matrice, et c'est probablement là, son originalité, s'intègre étroitement la thématique de la race, béliet commode pour ouvrir la brèche et asseoir la popularité du « terrible troisième », le nouveau parti émergent sur la scène guadeloupéenne.

Ceci étant, au-delà de la complexité de l'itinéraire politique exceptionnel de Légitimus, un personnage-clé doit être mis en valeur, tant au moment de la phase d'ascension, notamment à partir de 1899, lorsque Légitimus se rapproche des socialistes indépendants⁶, qu'à celui du déclin, à partir de 1906, lorsque la rupture intervient entre les deux hommes. Il s'agit du métropolitain Gérauld-Richard, personnage haut en couleur, éminemment ambigu et sans doute représentatif des contradictions des hommes politiques de ce temps.

1. On pourra se reporter avec profit à la contribution d'Emmanuel TERREE, pp. 351-361, *In* Jacques ADELAIDE-MERLANDE (sd) *L'Historial Antillais*, Vol. IV, Dajani, 1982, ainsi qu'à la thèse de Philippe CHERDIEU, *La vie politique en Guadeloupe, L'affrontement Boisneuf-Légitimus (1898-1911 :)*. 2 T. Paris, IEP, 1981.

2. Sa vocation à lutter contre les injustices, semble se cristalliser le jour où il prend la défense d'un jeune lycéen noir, ayant reçu un coup de pied de la part d'un répétiteur mulâtre. La part d'un tel événement dans la vie de Légitimus peut être discutée, mais sa valeur symbolique, et son statut de « trace mémorielle » ne peut guère être mis en doute.

3. Dont le titre reprend celui du journal de Proudhon en 1848. La référence n'est évidemment pas neutre. Pierre Joseph Proudhon, né en 1809 et auteur entre autre de la célèbre formule « La propriété, c'est le vol » est suivant l'heureuse définition de Maurice AGULHON, « un franc-tireur du camp démocratique », *1848 ou l'apprentissage de la République, 1848-1852*, NHFC – 8 – Seuil 1992, p. 121. Le caractère libertaire et mutualiste du socialisme légitimiste paraît souvent, et singulièrement dans les années 1890, emprunté à la pensée du foisonnant philosophe.

4. Voir à ce sujet Lucien-René ABENON, *Les luttes électorales et la vie politique de la Guadeloupe de 1880 à 1885*. Paris, Mémoire de DES, 1961.

5. Cf. l'ouvrage de Michel WINOCK, *Le socialisme en France et en Europe. XIX^e siècle-XX^e siècle*. Seuil, 1992.

6. Millerand intègre alors le gouvernement de Défense républicaine de Waldeck-Roussseau.

Alfred Gérault-Richard est né le 11 octobre 1860 à Bonnétable (Sarthe). C'est un socialiste-indépendant, proche de Jaurès. Tapissier, commerçant, chansonnier puis journaliste, il est élu député du 13^e arrondissement de Paris en 1895. Élu député de la Guadeloupe en 1902 avec la neutralité bienveillante des usiniers, il soutient d'ailleurs la candidature à la Martinique de Fernand Clerc qui possède l'usine Beauport à la Guadeloupe. On voit se confirmer ici le projet contre nature mais non nécessairement absurde dans le cadre étrié de la colonie, de l'« Entente Capital-Travail » déjà pressenti par Légitimus, depuis 1894. Son influence est déterminante sur la réussite impressionnante de Légitimus comme sur le cours politique général de la Guadeloupe. Par exemple, le départ du gouverneur Bouloche, le 2 août 1906 (remplacé par le gouverneur Ballot) est lié à son influence. De même, la même année, intervient la rupture avec Légitimus, entraînant quelques mois plus tard, par le truchement du premier adjoint, Céran Tharthan, jaloux et profitant de l'absence du patron, l'instauration, en décembre 1907, d'une « commission administrative pour procéder à la vérification des écritures de la Mairie et des établissements hospitaliers et de bienfaisance ». On voit aussi se dessiner, de façon complémentaire, l'action du Conseiller à la cour d'appel de Pointe-à-Pitre, Faÿs⁷, déçu du « légitimisme » et archétype du fonctionnaire partial, qui va enquêter sur les affaires de contentieux électoral, qui sont, comme on sait, un des piliers quasi folkloriques de l'histoire politique guadeloupéenne. Ainsi, les ennuis judiciaires, relatifs à la gestion municipale de la Pointe-à-Pitre, puis à la fraude en matière d'élection, fondent avec un synchronisme remarquable sur « sonson Légitimus » jusqu'à la réconciliation providentielle de 1910 avec Gérault-Richard, pour raisons électorales.

Que penser en effet d'un homme politique qui écrit sans barguigner, dès le 20 octobre 1907, à Ballot :

Mon cher gouverneur :

Ne vous étonnez pas de certaines mutations de fonctionnaires que j'ai pu juger à l'œuvre et qu'il vaut mieux, dans l'intérêt de l'ordre, rendre à d'autres occupations. Il est temps que je sois secondé par ceux qui me doivent leur concours par principe, sinon par reconnaissance. Il en est deux qui ont manqué à ce devoir élémentaire. C'est le procureur général (Sicé) et le secrétaire (Fawtier)...

Je vous en débarrasse et ils seront remplacés avantageusement. Je vous destine un gentil garçon comme Secrétaire général, M. Henry, dévoué, intelligent habile et prudent.

Bon courage.

Votre dévoué Gérault-Richard⁸

Pour autant, Légitimus est-il la victime innocente d'une machination machiavélique, que d'aucuns se sont complu à décrire ? Plus simplement, à quoi ressemble le système dans lequel son action se déploie ?

7. Voir son audition en Annexe, particulièrement savoureuse.

8. Audition de Ballot du 12/3/1909 devant la commission Courderc. C 182 d 1120 b.

LÉGITIMUS, UN NOUVEAU DREYFUS ?

A lire G. Boussenot, dans son ouvrage prolix, à caractère hagiographique et non exempt d'un certain mimétisme⁹ et d'un antisémitisme paradoxal, Légitimus serait victime d'un complot historique majeur¹⁰. Il est vrai que depuis juillet 1912, le principal témoin à charge, un nommé Golius, en rendant Gérault-Richard, décédé depuis décembre 1911, responsable des ennuis de Légitimus, a permis de disculper ce dernier :

Quand on suit, pas à pas, les diverses phases de cette lutte effroyable qu'entama dès la fin de 1907, la haute magistrature guadeloupéenne contre M. Légitimus et son parti – chercher à discréditer et à frapper le chef, c'était discréditer et frapper en même temps les troupes qu'il avait derrière lui – on ne peut, si partial que l'on ait une certaine propension à être, nier ceci : M. Légitimus fut poursuivi et condamné non point parce que justiciable coupable, mais parce qu'homme politique, dont la chute et l'écrasement étaient les seuls moyens d'avoir définitivement raison. [...] L'affaire Légitimus n'est pas finie. Elle commence. Le journal l'Humanité, qui s'acharne avec tant d'inhumanité sur Légitimus, nègre et innocent, n'a pu être fondé qu'avec les huit cent mille francs versés par quatre grands israélites millionnaires pour récompenser M. Jaurès d'avoir défendu Dreyfus, juif et innocent.

Plus prosaïquement, si l'on peut reconnaître une affinité intéressante, tant au plan racial, qu'au plan des dysfonctionnements du système judiciaire, dans les deux affaires, nous demeurons loin, quant au fond, d'une confusion possible entre l'affaire d'État impliquant la « grande muette », que constitue, le soupçon d'espionnage au profit d'une puissance étrangère et la double procédure qui touche Légitimus, concernant les accusations de concussions et de fraudes électorales. De même, il demeure délicat de confondre le style d'un Boussenot avec celui de l'auteur de « J'accuse », sans chercher à nous enliser plus avant au plan des conséquences socio-historiques, sans commune mesure...

Que reproche-t-on concrètement au porte-parole de la race noire, dans un contexte qui illustre assez bien le concept reichien de **peste émotionnelle**¹¹ ?

Il nous vient une évocation de F Kafka, proche du climat délétère que dut affronter le maire de la Pointe-à-Pitre, lui-même, partie prenante du jeu biaisé de la politique locale¹² :

Vous ne connaissez sans doute du Château que les bureaux, demanda K impertinemment. – Oui, dit le maire, c'est la part la plus importante du Château [...] Les lois du Château n'ayant plus complè-

9. On peut avancer plus noblement le recours au raisonnement analogique.

10. BOUSSENOT Georges, *Crime (un) politico-judiciaire : l'affaire Légitimus et la race noire*, Paris, Maison des publications littéraires et politiques, 1912, pp. 281, 309.

11. Nous n'oublions pas le rôle éminent du premier adjoint de la mairie de Pointe-à-Pitre, Tharthan, dans la genèse des problèmes que rencontre Légitimus. Celui-là s'empresse de réclamer une commission de contrôle des comptes de la mairie, au moment même, où le maire se trouve en métropole (décembre 1907)... En outre, la rupture Gérault-Richard / Légitimus est intervenue en octobre 1906.

12. BAILLY Antoine, FERRAS, Robert, PUMAIN, Denise (sd), *Encyclopédie de géographie*, publié avec le concours de Saint-Dié-Des-Vosges, Paris, Economica, 1992, p. 604 (citant Kafka, 1976, pp. 499, 561).

tement vigueur (dans le village) pour eux, (les domestiques) semblent métamorphosés : ce n'est plus qu'une cohue insubordonnée, frénétique et dominée non plus par les lois mais par des instincts insatiables. Leur effronterie ne connaît plus de bornes.

Plus précisément, l'affaire des concussions apparaît bien modeste au regard d'abus plus récents ou encore de scandales plus contemporains, à l'image du scandale de Panama qui défraya la chronique des années 1890) et toucha des personnalités aussi éminentes que Clemenceau. Mais que nous révèle précisément un pareil acharnement sur une figure guadeloupéenne, dont l'absentéisme chronique à l'Assemblée nationale¹³ et le goût pour les signes extérieurs de richesse, ne pouvaient contribuer à constituer a priori une convenable figure de martyr ? Que fallait-il tenter de détruire ou qu'essayait-on de gommer avec autant de maladresse ?

LES AFFAIRES JUDICIAIRES EN TANT QUE MÉTALANGAGE DE LA SOCIÉTÉ GUADELOUPÉENNE

Dans l'affaire des concussions, véritable feuilleton, Légitimus se contente en somme de faire ce qu'il a toujours fait : il rend service. Il s'agit de bannières, d'uniformes de pompiers et d'instruments de musique (même si un piano, marque privilégiée du standing recherché, se retrouve finalement chez lui). Il rend service à la mairie, qui ne peut dépasser un certain seuil (de 3000 Fr) pour les dépenses. Et il se fait rémunérer le surcoût entraîné par le service et l'éloignement, ce qui explique naturellement le fort décalage entre le prix d'achat en métropole et le prix de revient pour la mairie. De même, l'affaire de l'Hôtel-Dieu, les agissements de la complaisante veuve Saint-Preux¹⁴, ne constituent que des arrangements destinés, semble-t-il, à permettre un fonctionnement harmonieux des services municipaux. En outre, fidèle aux règles de ce que nous nommons, le « Complexe culturel périphérique », Légitimus explique ses problèmes par le canal privilégié de l'affectivité, et donc des « problèmes de personnes » :

D'autre part, comme il y avait déjà un ou deux mois que mon collègue était parti et qu'il y a toujours des gens intéressés à nous brouiller, on lui avait écrit de se méfier de M. Légitimus, que le séjour de M. Légitimus à la Guadeloupe à ce moment-là ne devait avoir d'autre but que de travailler contre lui, c'est-à-dire de le desservir dans sa circonscription. [...]

Il faut que j'explique cette brouille survenue entre M. Gérault-Richard et moi et la scission qui s'est faite entre le gros du parti et une fraction [...] à la tête de laquelle se trouvait mon premier adjoint qui depuis longtemps rêvait de me supplanter comme maire. [...] ce n'est plus l'ami d'hier, c'est un ennemi et M. Tharthan tout naturellement éprouve le besoin de mettre une ligne de démarcation entre

13. Consultant le *Dictionnaire des parlementaires français*, 1889-1940, J. JOLLY (sd), PUF, 1960-1972, nous avons été frappé par le ton ironique et méprisant, pour tout dire, de l'article concernant Légitimus.

14. Voir *Infra*, p. 28.

ma gestion et la sienne. [...] On ne pouvait pas dire que j'étais en fuite, que je n'étais pas à Paris, j'étais à la Chambre¹⁵. On a pu trouver le moyen de faire entendre les maisons Margueritat et Harissard, par commission rogatoire, on pouvait donc trouver le moyen de me faire entendre à Paris, mais on ne me fait pas entendre et l'enquête administrative est confiée à M. de Houssy, syndic de l'émigration et qui est mon ennemi personnel. [...]¹⁶

En outre, si la mise en évidence de fraudes électorales lourdes¹⁷, peut sembler plus compromettante, elle ne révèle au fond que le caractère de plus en plus systématique de procédés, certes inacceptables, mais identifiés et déjà bien éprouvés au plan des pratiques politiques locales.

Alors, Légitimus est-il le bouc émissaire d'un système hypocrite et corrompu ? Est-il sa propre victime ? Ou bien plus subtilement, se sacrifie-t-il, malgré lui, pour répondre à l'attente de la société qui l'a porté, et qui a besoin de voir s'achever un **cycle du pouvoir** ? De cette manière, il accède au mythe historique, construit sur l'ambivalence non résolue entre zones d'ombres fascinantes¹⁸ et innocence persécutée. Il sert d'exutoire et autorise un phénomène de catharsis indispensable au sein de la crise complexe de mutation rapide, que connaît alors la société guadeloupéenne.

Plus fondamentalement, ces « affaires » constituent probablement, à la fois le catalyseur et le révélateur des mentalités guadeloupéennes, du système, de sa crise et de ses valeurs. On retrouve en effet, l'interdiscours du « fais ça pour moi », caractéristique de ce que nous nous décidons à appeler « le régime de faveurs » par opposition à ce qui prétend être un « régime de droit ». Or, sans avancer de jugement a priori, nous estimons qu'il s'agit là d'un trait caractéristique et important de la sociabilité, et plus largement des phénomènes de solidarité qui traversent puissamment la société guadeloupéenne, plus proche en cela de ce que nous pourrions nommer, la société « primitive », par opposition à la société « civilisée ». En d'autres termes, se manifeste ici, de façon éclatante, le « Complexe culturel périphérique » face au « Complexe culturel central », le premier étant peut-être une part du non-dit de l'autre. Ainsi, cette « qualité légitimienne » trouve naturellement en contrepartie, un défaut correspondant et paradoxal dans le domaine central : l'absentéisme parlementaire dans l'intérêt de ses compatriotes.

15. Il est assez remarquable de souligner l'ironie de l'histoire qui fait commencer les ennuis de Légitimus, au moment même où il remplit avec assiduité les devoirs de son mandat national !

16. Déposition de Légitimus devant la Commission Couderc, le 17 février 1909.

17. Sans entrer dans la question des violences politiques de tous ordres, dont le sac du Libéral en 1906 constitue un symbole intéressant. Voir à ce sujet A.RENE-BOISNEUF, *Événements (les) de la Guadeloupe, jours de bataille ; mes procès, l'affaire de la rue Henri IV*, Paris, Imp. d'ouvriers sourds-muets, 1907.

18. Qu'on se rappelle l'initiation maçonnique de la fin des années 1890 (loge des éga-litaires) et toutes les rumeurs circulant sur les pouvoirs d'ubiquité et de transformations les plus fantaisistes de Légitimus. En outre, le train de vie parfois somptuaire, les lubies vestimentaires de l'homme, étaient autant d'arguments susceptibles à la fois d'alimenter la « jalousie », la médisance et bien entendu, l'admiration et le procès d'identification.

Enfin, sans que cela soit contradictoire, on peut estimer de façon complémentaire, qu'une part non négligeable des déviances observées à l'occasion de ces affaires, se trouve assez largement induite par le modèle légal, à travers des conduites calquées, parfois jusqu'à la caricature, des comportements corrompus du centre, quoiqu'il en ait...

Nous pouvons dès lors proposer, de la manière suivante, un modèle de société, à travers le prisme légitimien, révélé par les auditions de la commission Couderc :

Schéma 1 : la société guadeloupéenne à travers Légitimus et les auditions de la commission Couderc.

GÉRAULT-RICHARD ET LÉGITIMUS : UN PROBLÈME DE PERSONNES ?

Cherchant à cerner l'univers des « affaires », notre corpus¹⁹ est constitué essentiellement²⁰ des dépositions faites devant la commission Couderc²¹. Sur 11 967 mots, on relève un lexique de 2 319 formes graphiques différentes, accusant une répétition moyenne élevée de 5,16, correspondant sans doute au caractère oral des interventions. Après réduction, notre corpus atteint 4 832 mots (lexique : 2 025, répétition : 2, 39). Vingt-cinq mots ont été retenus, qui se répartissent de la façon suivante, en fonction des intervenants :

Tableau 1 : Commission Couderc, le lexique et les personnages

MOTS/CAT	Légitimu.	Gérault .	Millies .	Bouloch.	Lafontan.	Igert	du_Trévo.	Roget	FAYS	Ballot	TOTAL
Légitimus	39	4	13	12	5	0	3	1	27	14	118
Guadeloupe	13	6	3	12	3	2	1	0	9	5	54
Gérault	4	3	5	1	0	0	0	0	3	7	29
Richard	4	3	5	1	0	0	0	0	3	7	28
gouverneur	2	4	3	2	0	2	1	1	8	3	26
affaire	8	0	2	3	2	0	1	2	2	1	21
Colonies	4	4	3	0	0	0	0	0	4	0	18
instruction	5	0	0	0	2	2	0	1	6	1	17
politique	3	0	3	3	1	0	0	1	1	1	15
Maire	5	0	1	0	0	0	0	0	5	3	14
rapport	5	1	0	0	0	0	0	0	5	3	14
municipal	12	0	0	0	0	0	0	0	1	0	13
Colonie	0	3	2	1	0	0	0	1	2	2	11
France	5	1	0	0	0	0	2	0	2	1	11
Preux	7	0	0	0	0	0	0	0	4	0	11
République	0	0	3	0	0	3	0	2	2	0	11
affaires	2	0	0	1	1	1	0	0	4	0	9
élections	4	0	0	0	1	1	0	0	1	2	9
magistrature	2	0	2	0	0	0	0	0	5	0	9
socialiste	3	3	0	1	0	0	0	0	1	1	9
délibération	3	0	0	0	0	0	0	0	0	2	8
école	0	3	0	0	0	0	0	0	0	0	8
fraudes	2	0	0	0	1	0	1	0	4	0	8
magistrats	1	0	0	2	0	0	2	0	3	0	8
mairie	2	0	0	0	0	0	1	0	4	1	8
TOTAL	138	51	48	41	16	10	12	11	106	54	487

19. Pour étudier cette archive, nous avons utilisé le logiciel Sphinx-Lexica[®], dans sa version 1996, sans oublier que l'informatique doit demeurer avant tout un outil au service du chercheur, et non l'inverse.

20. A l'exception d'une lettre de Légitimus en vue de l'érection d'une statue de Victor Schoelcher et d'une lettre de Gérault-Richard, visant à valoriser le chef-lieu, par la création d'une école d'Arts et Métiers (ainsi que la réponse négative), qui illustrent le style des interventions menées auprès du pouvoir central. On notera d'ailleurs, la méfiance qui s'associe aux tentatives d'organisation d'écoles « professionnelles » ou même d'initiation agricole dans le cadre scolaire, cf. l'échec cuisant de 1889, où l'on tenta de mettre en place des « jardins scolaires », au sein des écoles primaires... et qui valut au conseiller Sébastien, une profonde impopularité. Voir l'analyse d'A. ABOU, *Ecole (L') dans la Guadeloupe coloniale*, Paris, éd. Caribéennes, 1988, p. 164, qui précise qu' : « il s'éleva sur tous les points du pays un tollé général : les quelques instituteurs qui essayèrent de résister faillirent être lynchés. », les élèves et leurs parents faisant sans doute plus confiance au savoir-faire oratoire susceptible d'être acquis par le truchement de l'école, qu'à l'art aratoire, dont ils s'estimaient, peut-être à juste titre, les dépositaires.

21. ANSOM, Commission chargée de l'examen de deux demandes en autorisation de poursuites contre un membre de la chambre. 1909, Présidence de M. Couderc, C. 181 d. 1120 a, C. 182 d 1120 (b), 1123, 1124 (ADG, I Mi 540).

A partir de la construction d'une typologie interactive, nous pouvons regrouper les différents recours à tel ou tel type de mots avec les trois systèmes politiques, mis en lumière précédemment, plus ou moins concurrents et combinés. Si nous comparons les deux personnages majeurs, que sont Légitimus et Gérault-Richard, deux zones bien définies de distinguent, conférant à ces derniers, deux infrastructures et deux modes de fonctionnement forts différents, qui renforcent « objectivement » la mécontente surgi entre eux.

Tableau 2 : Interaction des systèmes (critères : 2.Légitimu., 3.Gérault-) SPM = système politique modifié / SPP = système politique périphérique / SPC = système politique du centre.

Interaction des sys	Légitimu.	Gérault .
SPM (9)	9 Obs. m = 1,61	9 Obs. m = 0,17
SPP (6)	6 Obs. m = 0,92	6 Obs. m = 0,00
SPC (11)	11 Obs. m = 0,54	11 Obs. m = 1,49
ENSEMBLE (0)	26 Obs. m = 1,00	26 Obs. m = 0,69

la moyenne et le nombre de réponses effectives.

Observations telles que Interaction des sys = 'SPM' (9 n°)

Liste des numéros : 12 ; 13 ; 14 ; 16 ; 17 ; 23 ; 25 ; 26 ; 27 ; (on retrouve les mots : maire, rapport, municipal, France, Saint-Preux, délibération, fraudes, magistrature, mairie).

Observations telles que Interaction des sys = 'SPC' (11 n°)

Liste des numéros : 2 ; 3 ; 4 ; 5 ; 6 ; 7 ; 9 ; 11 ; 15 ; 22 ; 24 ; (on retrouve les mots : Légitimus, Guadeloupe, Gérault-Richard, gouverneur, colonie, politique, socialiste et école).

Observations telles que Interaction des sys = 'SPP' (6 n°)

Liste des numéros : 8 ; 10 ; 18 ; 19 ; 20 ; 21 ; (on retrouve les mots : affaire(s), instruction, République, élections et magistrature).

Si Lgitimus s'apparente nettement au SPM, dont il est l'auteur principal, ainsi qu'au SPP²², Grault-Richard l'inverse s'identifie clairement un homme du « Centre ». L'absence de corrlation apparat nette sur le graphique ci-dessous. On relve un dcalage beaucoup moins net avec le magistrat Fas, comme pour rappeler la logique de pouvoir l'uvre en Guadeloupe, associant interventions, faveurs et manipulations :

Graphique 1 : Corrlation 2.Lgitimu. / 3.Grault-.

Graphique 1 :
Corrlation 2.Lgitimu./3.Grault-.

quation de la droite de rgression : Lgitimu. = -0,11* Grault-. + 0,93

Coefficient de corrlation : 0,138 (Grault-. explique 1 % de la variance de Lgitimu.) Ecart-type du coefficient : 0,147 (Peu influent).

22. Son absentisme la Chambre, constitue une confirmation saillante de son rle de politicien de la priphrie.

Graphique 2. Corrélation 2.Légitimu. / 10.Faÿs

Équation de la droite de régression : $\text{Légitimu.} = 0,14 * \text{Faÿs} + 0,74$
Coefficient de corrélation : 0,135 (Faÿs explique 1 % de la variance de Légitimu.) Ecart-type du coefficient : 0,193 (Peu influent).

Graphique 3 : Dispersion de la variable Interaction des sys' suivant le critère Légitimus

Tableau 3 : moyennes de Interaction des sys.

Critères évalués : 2.Légitimu., 3.Gérault-, 4.Millies-, 5.Boulloch., 6.Lafontan., 7.Igert, 8.du Trévo., 9.Roget, 10.Faÿs, 11.Ballot.

Interaction des sys	Légitimu.	Millies .	Boulloch.	Lafontan.	du Trévo.	FAYS	Ballot
SPM	1,61	0,08	0,33	0,42	3,07	1,38	0,90
SPP	0,92	1,00	0,50	2,21	0,32	1,33	0,49
SPC	0,54	1,24	1,09	0,46	0,30	0,63	0,97
ENSEMBLE	1,00	0,78	0,69	0,85	1,27	1,05	0,83

Les valeurs du tableau sont les moyennes calculées sans tenir compte des non-réponses. Les noms des critères discriminants sont encadrés.

ACP²³ 1 : Typologie des systèmes en fonction des personnages et du lexique

Variables :Légitimu., Gérault-, Millies-, Boulloch., Lafontan., Igert, du Trévo., Roget, Faÿs, Ballot.

23. L'Analyse en Composantes Principales (ACP) est une technique de statistique descriptive qui calcule les axes principaux du nuage des observations regroupées selon les modalités de la variable à évaluer. Les cartes factorielles sont des représentations graphiques issues de cette analyse. L'interprétation de leur position relative donne des indications sur les rapports qu'entretiennent les variables (ici un certain nombre d'acteurs politiques par rapport à un lexique). L'ACP suppose le calcul préalable des coefficients de corrélations entre deux couples de critères, voir supra.

La carte montre les positions des 10 critères et les coordonnées des 26 observations. 4 observations ne sont pas prises en compte (non-réponse à au moins un des critères). 43.8 % de la variance est expliquée par les deux axes représentés. Chaque observation est représentée par un point.

Le graphique laisse apparaître assez nettement le « système Légitimus »²⁴ participant à la fois du système central et des particularismes locaux. Le système politique modifié (SPM) constitue à la fois une forme d'imitation dégradée du système politique central (SPC) par le truchement du système politique périphérique (SPP). Le personnage-appui du « Centre », à savoir Gérault-Richard, qui devient un « opposant » au héros Légitimus, s'arc-boute de façon diamétralement inverse à ce dernier, beaucoup plus intégré localement mais, fragile au plan des « cautions » que constituent le socialisme et la République.

On le voit, les affaires, liées tant à des pratiques délictueuses, qu'aux dysfonctionnements du SPP (en particulier à travers l'existence d'une magistrature aux ordres dont le positionnement est ici révélateur, cf. Faÿs, qui apparaît comme largement compromis, entre le SPP et le SPM, ce qui peut justifier en partie son témoignage-fleuve, voir infra) constituent bien à la fois la base du « système Légitimus », symbolisé par la veuve Saint-Preux et les pratiques électorales particulières, et représentent paradoxalement un interdiscours à la fois d'assimilation partielle en même temps qu'une proclamation de spécificité.

En tout état de cause, nous refusons ici de trancher une question, qui n'a plus la même résonance aujourd'hui, puisqu'alors, la problématique était bien celle, très généralement retenue, d'une assimilation la plus complète possible au modèle métropolitain (la question de la conscription constituant un bel exemple de cette aspiration), étant entendu que la spécificité antillaise apparaissait davantage comme un handicap et donc comme un argument supplémentaire en faveur de l'effort d'assimilation, beaucoup plus qu'un itinéraire parfois peu fluide, vers la quête de l'identité.

L'ÉCHEC LOGIQUE DE LA DÉMARCHE POLITIQUE

Au total, quelle image nous dessinent ces auditions parfois bien chaotiques, de la commission Couderc ? La vision la plus pertinente à conserver, encore qu'anachronique, serait celle du sondage, celle de l'évaluation. Et cette évaluation nous permet de découvrir, en nous restituant la passion des entrevues, une sorte d'instantané du microcosme guadeloupéen au début de ce siècle. On y trouve des lâches, on y trouve des racistes, on y trouve quelques courageux, on y trouve le « héros » relativement placide, qui tente d'expliquer son système. Et au fond, on aboutit à cette image très complexe, qui nous a aidé, pour bâtir notre modèle, d'une société qui participe de deux logiques fondamentalement différentes et qui les intègre en partie.

24. Comme on a pu, de nos jours, entendre parler de « système Carignon » à propos de Grenoble ou encore de « système Chamougon » à propos de Baie-Mahault...

Nous voulons parler du système politique, que nous appelons « système politique du centre » qui à la fois, a pour lui, la légitimité, l'autorité officielle, et un système plus diffus, que nous nommons « système politique périphérique » qui lui, intègre, dans un milieu beaucoup plus étroit, un aspect très marqué au plan affectif, et un caractère où nous avons identifié, notamment, l'idée du « régime de faveurs ». Notre « héros » *Légitimus*, traverse, intègre et assimile de façon inédite, ces deux systèmes, et aboutit, c'est tout au moins notre hypothèse, à façonner, ou contribue à façonner, une nouvelle réalité sociale, à partir de sa volonté politique.

On rejoint là notre problématique centrale, qui consiste à approcher la marge de manœuvre d'une volonté politique face à un univers social, et finalement, la capacité d'un élan idéologique à modeler un univers social, au-delà même de sa chute, inscrite ici, dans la procédure engagée contre *Légitimus*. Mais sans doute, en politique, est-ce le prix habituel, dont toute forme d'influence doit s'acquitter, en dernière analyse. Sans vouloir choisir entre la logique locale et celle du centre, nous avons à l'esprit ces mots de Raymond Aron qui rappelait l'ambivalence de toute démarche politique, en relation avec la réalité humaine, celle en tout cas, qui n'entend pas se fondre dans des solutions trop simples pour être honnêtes :

Comment marquer la frontière entre l'utilisation légitime des mécanismes psychologiques et sociaux et l'exploitation cynique de la bassesse humaine ? Il suffit de songer au cas de la propagande pour voir la portée pratique de cette interrogation. La politique idéale tendrait tout entière à l'éducation. La politique cynique ne vise qu'à cultiver les sentiments qui, bons ou mauvais, sont favorables à la prospérité de l'Etat. Entre ces deux extrêmes, les politiques réelles oscillent, car ni les gouvernants ni les États ne peuvent se désintéresser de l'acquisition et du maintien de la puissance. Et les techniques et la puissance, en elles-mêmes neutres, impliquent le maniement des hommes tels qu'ils sont. Elles en viennent à animer les haines plus souvent que l'amour²⁵.

Ainsi, *Légitimus*, comme Gérault-Richard ou d'autres, nous semblent, sous cet angle, deux vecteurs bien semblables d'une même exigence humaine, tâchant de concilier la course improbable de la puissance pour soi avec celle pourtant nécessaire du pouvoir pour tous.

25. Raymond ARON, *Machiavel et les tyrannies modernes*, Le livre de poche, Bilibio, Essais, 1993, pp. 393-394.

**ANNEXE : COMMISSION CHARGÉE DE L'EXAMEN
DE DEUX DEMANDES EN AUTORISATION DE POURSUITES
CONTRE UN MEMBRE DE LA CHAMBRE.
PRÉSIDENTE DE M. COUDERC (*extraits*)²⁶**

DÉPOSITION DE M. LÉGITIMUS : SÉANCE DU 17 FÉVRIER 1909

M. Couderc, président. – Mon cher collègue, vous avez demandé à être entendu, vous avez la parole.

M. Légitimus – [...]

Je me suis présenté devant la Commission, un peu souffrant il est vrai, et dans une lettre que j'adressais à l'honorable président, j'avais indiqué que mon intention n'était nullement d'éviter de comparaître devant les tribunaux de mon pays mais que je demandais à être traité comme tous les autres citoyens français et justement, à ce moment-là, on avait l'air de vouloir créer à la Guadeloupe une juridiction spéciale pour moi.

Comment les élections s'étaient-elles passées et en quelle qualité les avais-je présidées ? C'était en qualité de Maire de la Pointe-à-Pitre et les faits qui m'étaient reprochés constituaient un crime : j'étais accusé non seulement d'avoir ouvert les opérations électorales avant l'heure légale, mais encore d'avoir pris part à une substitution d'urne.

[...] une fois arrivé là-bas (à la Guadeloupe), j'ai su qu'on avait correctionnalisé l'affaire et au lieu de m'appeler devant mes juges naturels, on m'appelait devant des magistrats qui avaient été triés sur le volet, qui pour la plupart ne sont pas titulaires de leur poste et qu'on avait fait venir là dans l'intention de sacrifier quelqu'un parce qu'il gênait certain parti politique. [...]

Sur ces entrefaites, j'ai su que de nouveaux faits avaient été relevés à ma charge par une Commission d'enquête administrative au sujet de ma gestion municipale comme maire de la Pointe-à-Pitre. [...]

Quand j'ai rendu compte au Conseil municipal du mandat qu'il m'avait confié, je lui ai fait savoir qu'en dehors des prix d'emballage et de transport, il y avait une nature spéciale de frais auxquels j'avais fourni, les frais qu'avait nécessités l'entretien des aides que je m'étais adjoint et le Conseil municipal m'a demandé quel était le chiffre de mes dépenses.

Ils s'élevaient à 5 000 francs et plus, mais je savais que j'avais 10 000 francs à toucher au Conseil général²⁷ et je n'ai pas demandé au Conseil municipal de me rembourser l'intégralité des frais que j'avais avancés. J'ai déclaré que je me serais contenté généreusement de la moitié et le Conseil municipal m'a autorisé à majorer les factures des marchandises pour la valeur de cette moitié de frais que je réclamaïs.

Cette délibération a été soumise à l'approbation du gouverneur, du Conseil privé et comme le crédit qui était inscrit au budget de la Pointe-à-Pitre n'était que de 7 000 francs environ et que les achats que j'avais faits s'élevaient à environ 15 000 francs²⁸, d'après le chiffre inscrit, il n'y

26. ANSOM, C. 182 d 1120 (b) ou bien ADG, I Mi 540.

27. Le Conseil général avait chargé Légitimus de s'occuper de la crise ouvrière qui sévissait en 1907.

28. Or les communes n'ont le droit de passer des marchés dé gré à gré que pour

avait pas à ma disposition les sommes nécessaires pour payer les achats et me rembourser mes frais. Il a fallu une délibération spéciale. [...]

(Légitimus souligne l'approbation du gouverneur qui de son côté insistera sur le caractère scandaleux de pareils procédés. On aurait conseillé d'approuver au motif qu'il s'agissait de pratiques habituelles dans les colonies.)

M. Ribière. – La délibération du Conseil municipal qui vous a donné mandat, l'avez-vous ?

M. Légitimus. – Non.

M. Ribière. – C'est cependant un point capital.

M. Normand. – Mais la totalité des dépenses s'élève-t-elle à 8 000 francs ?

M. Légitimus. – A un chiffre supérieur.

M. Normand. – C'est pour établir les frais de représentation que vous avez demandés.

M. Légitimus. – La totalité des prix d'achat dans les deux maisons, plus les frais d'emballage et de transport et les frais que j'ai avancés personnellement se montaient en tout à environ 15 000 francs.

M. Durre. – Mais le montant des achats ?

M. Légitimus. – Il était de 11 000 francs à peu près.

M. Sévère. – D'après le rapport du procureur général, le détournement qui serait reproché à M. Légitimus, la majoration représentant ses frais personnels tels qu'il les expose à la Commission serait de 2 700 francs.

M. Légitimus. – Mettons 3 000.

M. Sévère. – Il y a dans le rapport 2 700 francs. Mais les chiffres du rapport du procureur général ne sont pas, je crois exacts.

M. Adigard. – A son retour, M. Légitimus a exposé au Conseil municipal qu'il avait rempli sa mission²⁹ et qu'il avait cru bon d'aller au-delà et d'acheter des instruments de musique. Le Conseil municipal a ratifié les deux missions. Avez-vous cette deuxième délibération ?

M. Légitimus. – Non, je n'ai pas la délibération du Conseil municipal de la Pointe-à-Pitre.

[...] Cette affaire a été contractée à Paris en 1906 et j'ai été élu avec mon collègue de la 1^{re} circonscription. A ce moment-là il y avait accord parfait de la représentation législative de la Guadeloupe. Mon collègue part, arrive en France : pour moi, je subis un deuil de famille, la veille du premier tour de scrutin : mon frère me laisse deux enfants sur les bras, j'ai donc à mettre un peu d'ordre dans mes affaires, je suis obligé de rester à la Guadeloupe quelque temps.

Sur ces entrefaites a lieu un congrès, le congrès des organisations du parti auquel j'appartiens à la Guadeloupe : les élections législatives récentes avaient été gravement troublées, il y avait des malheurs, – morts d'hommes – et mes amis, craignaient le retour de semblables scènes me disent : nous croyons que vous feriez bien de ne pas partir avant d'avoir vu les élections cantonales : vous pourriez aider au maintien de l'ordre.

D'autre part, comme il y avait déjà un ou deux mois que mon collègue était parti et qu'il y a toujours des gens intéressés à nous brouiller, on lui

3 000 francs. D'où la décision de scinder cette somme en un certain nombre de mandats de 2 900 francs. Et Légitimus d'ajouter : « Cela se fait couramment. »

29. Acheter des effets d'habillement pour les pompiers.

avait écrit de se méfier de M. Légitimus, que le séjour de M. Légitimus à la Guadeloupe à ce moment-là ne devait avoir d'autre but que de travailler contre lui, c'est-à-dire de le desservir dans sa circonscription. [...]

Il faut que j'explique cette brouille survenue entre M. Gérault-Richard et moi et la scission qui s'est faite entre le gros du parti et une fraction [...] à la tête de laquelle se trouvait mon premier adjoint qui depuis longtemps rêvait de me supplanter comme maire. [...] ce n'est plus l'ami d'hier, c'est un ennemi et M. Tarthan tout naturellement éprouve le besoin de mettre une ligne de démarcation entre ma gestion et la sienne. [...] On ne pouvait pas dire que j'étais en fuite, que je n'étais pas à Paris, j'étais à la Chambre. On a pu trouver le moyen de faire entendre les maisons Margueritat et Harissard, par commission rogatoire, on pouvait donc trouver le moyen de me faire entendre à Paris, mais on ne me fait pas entendre et l'enquête administrative est confiée à M. de Houssy, syndic de l'émigration et qui est mon ennemi personnel. [...]

M. le Rapporteur. – Je me permets d'appeler votre attention sur un rapport du juge d'instruction que j'ai là et qui me paraît tout à fait extraordinaire. [...]

Et, second point, c'est l'histoire de l'Hôtel-Dieu, les bons de 500 francs que vous signiez pour l'hôpital. Il dit ceci :

« De ce document comme aussi de nombreuses pièces comptables soumises à mon examen, il se dégage cette impression que les revenus de l'Hôtel-Dieu, déjà si précaires qu'ils suffisent à peine à assurer son existence, ont été frappés d'une véritable dîme au profit de la dame Saint-Preux. [...]

M. Ribière. – A quoi étaient-ils destinés ?

M. Légitimus. – A acheter des médicaments et des livres.

M. le Rapporteur. – Il ajoute :

« les avances de 500 francs ont-elles servi exclusivement à régler ces dépenses de l'Hôtel-Dieu ? La dame Veuve Saint-Preux qui apparaît ici encore comme un des principaux fournisseurs de l'Etablissement n'a-t-elle pas, avec la connivence du Maire et du Régisseur, réalisé des bénéfices illicites sur des prétendues fournitures qui, en réalité étaient livrées par un autre négociant de la ville, le sieur Rigaud ? [.] »

M. Ribière. – Ces fournitures pour l'hôpital³⁰ commandées et payées à Mme Saint-Preux on-t-elles été réellement fournies par un autre fournisseur ?

M. Légitimus. – Mme Saint-Preux est une petite détaillante et comme il s'agit d'une part, de bons de 500 francs, d'autre part de fournitures qu'on achète par un franc, 5 francs, 10 francs, on réunit les achats. [...]

M. Ribière. – « Bonneville (le régisseur) aurait en effet encaissé irrégulièrement au seul titre des provisions que doivent verser les malades payants avant leur admission à l'Hôtel-Dieu, la somme de 1 805 francs 25, encaissement irrégulier qui ne constituerait au demeurant qu'un des griefs relevés par l'administration. » [...]

Achats de Légitimus à Paris en 1906

1. A la maison Harissard et Cie à la somme de 9 166, 72 fr

30. Qui est en régie, c'est-à-dire vivant exclusivement sur les ressources que lui sert la mairie. Et Légitimus d'ajouter : « et ce que payent les malades payants, mais il n'y en a presque pas à cause de la misère et du manque de travail. »

2. A la maison Margueritat (instruments de musique, drapeaux et emblèmes à l'usage des Sociétés, fanfares et groupements populaires) à la somme de 8 412, 50 fr. (contre une valeur de départ de 3637,85 fr.)

Total = 17 579, 22 fr.

Dans les sommes ci-dessus, sont comptés tous frais quelconques d'emballage, de transport par terre et par eau, d'assurance maritime et de change à 4 %, de droit fixe à raison de 1 franc pour 500 francs, sauf erreur de peu d'importance que les débats de ces affaires permettront de rectifier.

[...] M. Légitimus. – Les factures sont restées à la Mairie.

Il y a une erreur matérielle.

J'ai dit tout à l'heure que j'avais reçu une mission du Conseil général et du Conseil municipal, mais peu de jours avant mon départ, les organisations ouvrières de chez moi s'étaient également réunies en congrès et, ayant besoin de faire certains achats à Paris, m'avaient également chargé de ces achats et justement chez M. Margueritat j'ai trouvé des bannières, des drapeaux et j'en ai acheté qui n'ont jamais figuré dans le compte. J'ai aussi acheté un piano pour mon usage personnel et c'est celui dont il est fait mention dans ce rapport. Je défie qu'on trouve ce piano porté sur la facture dont le double est chez M. Margueritat.

M. le Rapporteur. – Laissez-moi finir. [...]

M. le Rapporteur. – Combien la Ville a-t-elle payé ?

M. Légitimus. – Je n'ai pas le chiffre exact.

M. le Rapporteur. – Dans le total que la Ville a payé, y avait-il le piano et les bannières, et les drapeaux pour les organisations ?

M. Légitimus. – Non, c'était à part.

M. le Rapporteur. – Ces objets, c'est vous qui les aviez payés ?

M. Légitimus. – Oui, on me les avait confiés pour ces organisations. Elles ont payé ce que j'ai acheté pour elles.

M. le Rapporteur. – Avez-vous payé à Paris ou a-t-on fait crédit ?

M. Légitimus. – On a fait crédit.

M. Ribière. – La facture du piano que vous avez acheté pour votre compte personnel, l'avez-vous ?

M. Légitimus. – Je l'ai fait payer, mais je ne l'ai pas.

M. Ribière. – Moi, quand j'achète un piano, j'ai ma facture. [...]

M. le Rapporteur. – Il est dit aussi :

« M. Légitimus a vendu à ces syndicats, sociétés et groupements, les drapeaux, bannières et emblèmes en en majorant le prix l'un dans l'autre dans la proportion de 75 à 80 pour 100.

Tel, par exemple de ces drapeaux ayant coûté à l'intention de la Bourse du travail 302 francs, a été vendu 459 francs, chacun des syndicats adhérents à la Bourse, ayant été imposé d'office pour la somme de 28 francs 20. »

M. Légitimus. – C'est inexact. [...]

M. le Rapporteur. – En somme (*parlant de la magistrature en Guadeloupe*) il n'y a ni procureur, ni président, il n'y a que des intérimaires, douaniers et instituteurs.

M. Abel est-il toujours instituteur ?

Fait-il la classe ?

M. Légitimus. – Il est délégué comme juge.

M. le Rapporteur. – Alors il reste fonctionnaire de l'instruction publique. Son indépendance comme juge n'est donc pas grande. [...]

M. le Rapporteur. – [...] je voudrais demander à M. Légitimus si certaine lettre qui a été publiée dans ses journaux au même moment, portant la signature de M. Faÿs, et dans laquelle, M. Faÿs, procureur général lui demandait des cartes pour faire de la propagande au nom du parti socialiste de la Guadeloupe et afin de les faire parvenir à des tiers, si l'original de cette lettre, il l'a.

M. Légitimus. – Je ne l'ai pas ici, je l'ai à la Guadeloupe.

M. Sévère. – Il faut la faire parvenir à la Commission. Je n'ai pas défendu M. Légitimus, j'ai été le premier à demander que l'immunité parlementaire fut levée contre lui, mais s'il est exact que le procureur général actuel de la Guadeloupe a été membre de la Fédération socialiste dont M. Légitimus était le président, qu'il lui envoyait des cotisations et faisait de la propagande électorale pour lui et lui demandait pour des tierces personnes des cartes d'identité socialiste, si je puis dire, il me paraît difficile que M. Légitimus soit son justiciable aujourd'hui.

DÉPOSITION DE M. GERAULT-RICHARD : LE 17 FEVRIER 1909

M. Gérault-Richard. – J'ai demandé à être entendu par la Commission, non pas que j'ai à intervenir dans le cas particulier de M. Légitimus, mais c'est pour le cas où il m'aurait mis en cause.

M. le président. – Non, il ne l'a pas fait, il s'en est même défendu.

[...] M. Adigard. – [...] C'est ainsi que nous savons que M. Abel, instituteur, a siégé au procès.

M. Gérault-Richard. – Mais M. Abel n'est plus instituteur, il est avocat et juge intérimaire mais il n'est plus fonctionnaire.

M. Chambon. – Mais il n'est pas juge de par ses fonctions. Il est juge occasionnel.

M. Sévère. – Il n'est pas nommé magistrat par décret, il l'est par arrêté du gouverneur et alors il est un peu sous sa coupe.

M. Gérault-Richard. – Enfin, je n'ai pas à me mêler de ces questions, je n'avais demandé à être entendu qu'au cas où M. Légitimus m'y aurait impliqué devant vous.

M. Adigard. – Il s'est défendu de vous avoir jamais impliqué dans quoi que ce soit.

M. Gérault-Richard. – Mais je l'ai lu dans tous les journaux et il ne lui en a rien coûté de mentir une fois de plus.

Entre autres, il a été dire partout que j'avais volé 225 000 francs. [...]

Avant de partir, M. Légitimus avait convoqué la population par un manifeste très bruyant en l'invitant à venger les injures faites par les mulâtres et le gouverneur pouvait craindre des désordres. Aussi ne voulait-il pas qu'on fit d'embarquement la nuit car supposez qu'il y ait à ce moment beaucoup de barques, il peut se produire des batailles et des noyades.

M. Chambon. – Mais M. Légitimus était bien sur le bateau lorsqu'on a donné l'ordre au Capitaine de ne pas appareiller pour attendre l'heure légale ?

M. Gérault-Richard. – Comment voulez-vous ? Il se cache, on ne peut pas le trouver.

Je ne trouve pas cela monstrueux. [...]

AUDITION DE M. DU TRÉVOU DE BREFFEILLAC³¹, PROCUREUR GÉNÉRAL A LA GUADELOUPE, SÉANCE DU 19 FEVRIER 1909

[...] M. le Rapporteur. – Le mandat d'arrêt est du 17 juillet 1907. N'y avait-il pas là de demande en autorisation de poursuites ?

M. le procureur général. – Non, et je n'ai fait de demande en autorisation de poursuites qu'après ce mandat d'arrêt, et c'était pour la période électorale.

M. le Rapporteur. – Et en voici un du 27 juillet 1908.

M. le procureur général – Mais à ce moment vous étiez en vacance ; il n'y avait pas d'immunité parlementaire. [...]

M. le Rapporteur. – Voici la portée de mon observation : tous les magistrats de ce tribunal sont en ce moment en congé or, pour qu'une juridiction soit sérieuse, le premier principe est qu'elle soit permanente et qu'on n'ait pas la possibilité de le composer étant donné que le gouverneur pouvait prendre deux juges à Basse-Terre et qu'il a choisi lui-même pour les envoyer à la Pointe-à-Pitre et prendre même un fonctionnaire absolument révocable.

Et je trouve extraordinaire que les magistrats n'ayant un congé à passer en France que tous les cinq ans, ils se trouvaient tous ici en même temps.

M. Sévère. – Ils venaient chercher de l'avancement en France.

M. Chambon. – Je comprends que M. Légitimus ne soit pas enthousiaste de retourner devant ce tribunal. [...]

M. Sévère. – [...] Aussi, je crois que ces crédits (*supplémentaires*) ont été soumis à l'approbation de l'Administration, mais quel est le fait précis reproché au Secrétaire de la Mairie de la Pointe-à-Pitre qui a été poursuivi comme complice de M. Légitimus ?

M. le procureur général. – Il a commis des faux.

M. Sévère. – Mais il faudrait avoir des noms précis.

M. le procureur général. – Il y a eu Alidor³² qui avait une situation mal définie. Il était un peu le Chef de Cabinet de M. Légitimus ; il touchait même une mensualité pour ses fonctions qui étaient mal déterminées.

*AUDITION DE M ROGET, PROCUREUR DE LA RÉPUBLIQUE
À BASSE-TERRE : SÉANCE DU 25 FÉVRIER 1909*

M. le Procureur de la République. – Lorsqu'un magistrat reste trop longtemps dans la même colonie, il peut contracter des amitiés ou des relations qui peuvent être gênantes à un moment donné.

M. le Rapporteur. – Ce n'est pas douteux.

[...] M. le Procureur de la République. – Je ne me suis occupé personnellement que de l'affaire Nansouta³³.

31. Qui a dirigé le procès pour fraudes électorales.

32. Il touchait 300 francs par mois en tant que secrétaire particulier de Légitimus et il était maire de Petit-Bourg.

33. Probablement Nainsouta, primitivement employé local et qui s'était fait mettre en congé pour pouvoir prendre la rédaction en chef du journal de M. Légitimus.

M. le Rapporteur. – C'est une affaire de diffamation. Une lettre écrite par un journaliste au procureur général.

[...] M. le Rapporteur. – Mais les auteurs ont été arrêtés. Est-il d'usage à la Guadeloupe de mettre en arrestation préventive pour délit de presse.

M. le Procureur de la République. – Non.

C'est la première fois que j'ai eu l'occasion de procéder de cette façon. Le (*mot gouverneur est rayé*) procureur général m'a donné l'ordre de requérir, je n'avais qu'à m'incliner ou à partir. Je me suis incliné et j'ai obtempéré. [...] L'instruction a été très courte puisqu'elle a consisté à demander s'ils se reconnaissaient auteurs de la lettre publiée dans le journal de M. Légitimus « L'Émancipation ». [...] : « Ce n'est pas au moment où on distribue sans compter des mois de prison aux honorables citoyens et citoyennes dont le seul crime est de ne pas partager l'opinion politique du député de la 1^{ère} circonscription de la Guadeloupe... » ?

AUDITION DE M. LEGITIMUS : 4 MARS 1909

[...] M. le Rapporteur. – Si au moment où vous êtes arrivé là-bas, vous étiez dans l'impossibilité d'exercer vos droits, je comprendrais cet argument. Mais vous arrivez là-bas, l'affaire est devant le Juge d'instruction ; s'il fait une ordonnance vous renvoyant en correctionnelle vous avez le droit de faire une opposition et de discuter la question de compétence devant la Chambre de mise en accusation.

M. Légitimus. – Il faut vous placer à la Guadeloupe.

M. le Rapporteur. – Vous dites : Je ne me suis pas présenté chez le Juge d'instruction parce qu'une fois arrivé là-bas, j'ai su qu'il avait correctionnalisé l'affaire. Au moment où vous êtes arrivé l'ordonnance n'était pas rendue.

M. Légitimus. – Il n'en est pas moins vrai que M. Lafon, Juge d'instruction, est un magistrat qui fait de la politique. Il ne cache pas son opinion. A propos de l'affaire des fraudes électorales, tous ses amis répétaient à la Pointe-à-Pitre, et on me l'a dit même sur le courrier, que l'affaire serait correctionnalisée.

M. le Rapporteur. – Vous aviez des moyens autres que celui de disparaître pour vous défendre.

[...]

Qu'est-ce que Mme Saint-Preux ?

M. Légitimus. – En 1901 ou 1902, au moment où j'ai amené, M. Gérault-Richard à la Guadeloupe, nous avons conçu le projet d'une coopérative de consommation. La coopérative devait être montée au moyen d'actions de 60 fr. Mme Saint-Preux était une des actionnaires qui avait versé ; nous n'avons pas pu réunir la somme suffisante pour monter légalement la coopérative. Nous avons alors créé un bazar du parti et comme Saint-Preux était de ceux qui avaient payé une action, on la proposa comme gérante du bazar et elle fut agréée par l'ensemble du parti.

M. le Rapporteur. – D'une façon générale, je prends un instant votre hypothèse à vous, c'est-à-dire que dans tout cela il n'y a que des opérations absolument régulières, que l'affaire de fraudes électorales ne tient pas debout, que l'affaire des acquisitions que vous avez faites en France, a été régularisée ensuite, que vous n'avez pas mis un centime dans votre poche,

à quoi attribuez-vous l'acharnement mis par la Magistrature à vous poursuivre avec un certain nombre de vos amis ? Est-ce à l'instigation d'un homme ou d'un parti politique ?

M. Légitimus. – Je le crois très sincèrement, par la bonne raison qu'avant les élections de 1906, j'avais été en France et fait les achats, tout le monde savait à la Guadeloupe dans quelles conditions. Non seulement j'ai reçu les félicitations du Conseil municipal, mais encore, j'ai vu tous les membres du Conseil municipal.

M. le Rapporteur. – Mais si vraiment il y a eu une seconde délibération du Conseil municipal approuvant les comptes, comment se fait-il que vos amis poursuivis n'aient pas fait verser cette pièce au dossier ? Elle est très importante.

M. Légitimus. – Il y a un de mes amis qui a demandé et obtenu que la pièce soit versée au dossier.

M. le Rapporteur. – Elle n'y est pas.

AUDITION DE M. BOULLOCHE ANCIEN GOUVERNEUR DE LA GUADELOUPE. SÉANCE DU 5 MARS 1909

M. Boulloche. – Je suis arrivé à la Guadeloupe au commencement de l'année 1905 et je l'ai quittée à la fin de juillet 1906. J'y suis resté seize mois exactement et j'y ai passé un temps des plus désagréables, je m'empresse de le dire.

J'ai envoyé des rapports très précis sur tout ce que je savais au Département, je crois que jamais un gouverneur n'a envoyé plus de rapports que moi de sorte que le Département doit pouvoir vous remettre tous les documents que vous désirerez. Depuis ce temps, je ne me suis pas occupé de la Guadeloupe, j'ai même essayé d'effacer les souvenirs que j'en avais gardé et je ne suis au courant de rien.

J'ai beaucoup connu à la Guadeloupe M. Légitimus, puisque nous faisons ensemble l'entente du capital et du travail. J'y ai connu également M. Gérault-Richard.

J'ai aussi assisté aux sessions du Conseil général qui m'avait donné pleins pouvoirs pour venir à Paris contracter en faveur de la Guadeloupe un emprunt qui était nécessaire pour remettre de l'ordre dans les hospices et dans la plupart des services publics, car on meurt sur les routes là-bas. [...] Cela (*la décision du ministre de ne pas renvoyer Boulloche en Guadeloupe*) se fit sous des influences que je ne veux pas connaître et parce que j'étais peut-être trop indépendant.

J'avais travaillé pendant trois mois et écrit une brochure sur la Guadeloupe et un beau jour, on me dit : Vous n'y retournerez pas. [...]

M. le rapporteur. – Monsieur le gouverneur, avez-vous connu M. Faÿs à la Guadeloupe ?

M. Boulloche. – Oui, et j'ai été très étonné de le voir revenir à la Guadeloupe car il y a fait beaucoup de politique. Il y a été successivement l'ami de l'un et de l'autre et sa place ne me paraissait plus être dans la même colonie. J'étais en bons termes avec lui, mais je lui ai dit : vous n'auriez pas dû être nommé à la Guadeloupe, parce que vous ne sauriez y avoir l'indépendance due à un magistrat. Aussi ne l'ai-je point félicité.

M. le Rapporteur. – N'a-t-il pas été membre de divers comités politiques ?

M. Boulloche. – Il a été tout. Il était, avant mon arrivée président d'un Comité, il écrivait dans les journaux. Il semblerait, d'après ce qui m'a été dit que M. Faÿs avait eu quelques ennuis autrefois au Congo comme magistrat et que M. Légitimus, député à ce moment-là aurait justement aidé M. Faÿs à venir à la Guadeloupe. M. Faÿs a alors voulu faire de la politique à Basse-Terre et créer une fédération socialiste révolutionnaire pour la Guadeloupe proprement dite. M. Légitimus a trouvé que c'était lui jeter des bâtons dans les roues puisque lui-même avait déjà la Fédération guadeloupéenne et la brouille s'est mise entre eux deux. Et alors ce monsieur qui aurait dû être reconnaissant à Légitimus, ne pas se brouiller avec lui et partir, est resté à lui faire la guerre.

Je me rappelle très bien à la Pointe-à-Pitre M. Faÿs venant comme président des Assises, rencontrant chez moi M. Légitimus, lui tendant la main et M. Légitimus lui refusant la sienne.

M. le Rapporteur. – Vous ne faites que confirmer ce que nous savons, car il résulte d'une lettre de M. Faÿs que Légitimus a et qu'il m'a communiquée que M. Faÿs écrivait à Légitimus : « Bravo, mon cher tribun, tout à vous et en avant pour la Sociale. Envoyez-moi des cartes pour faire des adhésions. »

Mais ce qui est du plus haut intérêt pour l'affaire Légitimus, c'est ce fait que M. Faÿs, ami politique militant, recruteur d'adhérents pour les organisations de Légitimus, à un moment donné, a voulu faire une autre fédération ce qui a provoqué la brouille et la haine.

M. Boulloche. – Il en est de même pour tout ce qui se passe à la Guadeloupe.

M. le Rapporteur. – Les magistrats sont au service d'un parti politique contre l'autre ?

M. Boulloche. – Oui, c'est abominable ce qui s'est passé dans ces affaires. Je ne sais pas si M. Légitimus est coupable des faits qu'on lui reproche, mais je crois que l'affaire n'a pas été jugée régulièrement – c'est mon impression personnelle parce qu'il y a des haines – et le magistrat doit être sans âmes.

[...] Peut-être (*répondant au rapporteur qui suggérait de faire dépendre les magistrats coloniaux du ministre de la justice*), mais je voudrais surtout que les procureurs généraux n'avançassent que par leurs mérites et non par des recommandations.

[.] Je ne défends pas la mentalité de M. Légitimus, je crois qu'elle est égale à celle de bien d'autres, mais s'il avait été bien avec tout le monde, je crois qu'il n'y aurait pas eu de poursuites, j'en suis même sûr.

[...] Il n'y a pas de doute C'est une affaire politique, absolument

*AUDITION DE M. MILLIES-LACROIX, MINISTRE DES COLONIES :
SÉANCE DU 8 MARS 1909*

[...] M. Ribière. – Mais enfin les incendies.

M. le Ministre – On en a peut-être joué un peu de part et d'autres.

M. Ribière. – Mais si on a brûlé tous les documents, ce n'était pas pour rire.

M. le Ministre. – La plupart des constructions sont en bois et brûlent facilement. Mais quand un immeuble brûle à la Guadeloupe, immédiatement on attribue cet incendie à la malveillance, car on a des préoccupations que nous n'avons pas dans nos départements. Depuis longtemps nous n'avons pas vu d'incendie, mais on dit que vers 1905 et 1906, il y en a eu un certain nombre, même des champs de canne à sucre semblent être la proie des flammes, comme dans mon département des Landes des incendies de forêts de pins.

Ce qui me préoccupe c'est la question du désordre administratif. [...]
[...]

M. le Rapporteur. – Il y a une autre affaire que vous connaissez également, l'affaire Nansoutta. Trois journalistes ont écrit une lettre fermée au procureur général dans laquelle ils disaient qu'on condamnait sans merci pour des opinions politiques. On a pris cela pour un outrage à la magistrature et on les a mis en état d'arrestation malgré l'avis du Procureur de la République. Quand ils ont fait une demande de mise en liberté provisoire, le Procureur de la République a donné un avis favorable et le procureur général a donné l'ordre écrit de les maintenir en prison. [...] Le Procureur de la République lui, avait un certain nombre de fois demandé des mises en liberté provisoire, que ce soit pour Nansoutta, pour les amis de Légitimus, ou pour Bonneville, le procureur général s'y est toujours opposé. [...]

Or, une fois, un monsieur qui a été poursuivi pour les mêmes faits que Légitimus, qui était Maire également, a fait une demande de mise en liberté provisoire (*il s'agit de Marc François*). [...] Immédiatement, le procureur général donna l'ordre de mettre en liberté provisoire.

AUDITION DE M. IGERT, ANCIEN COMMANDANT DE LA GENDARMERIE DE LA GUADELOUPE (DE 1904 A 1908)

M. le rapporteur. – D'abord, on met en cause la gendarmerie en matière électorale.

M. Igert. – C'est exact.

M. le rapporteur. – Quel est son rôle ?

M. Igert. – C'est celui-ci :

J'ai toujours agi sur réquisition régulière, mais à mon avis, le rôle de la gendarmerie a été dépassé. D'après la loi du 5 avril 1884 et le décret de février 1852, le président du bureau de vote a toute autorité sur la force publique. Or, il se passa le phénomène suivant : – d'ailleurs je dis cela pour tous les partis sans distinction – Le président du bureau de vote, qu'il fut d'un parti ou d'un autre, s'arrangeait à mettre à la porte ses adversaires politiques manu militari. J'ai fait cette besogne moi-même à mon corps défendant, mais j'étais obligé de marcher, réquisition en main puisque nous devons obéir même quand nous avons des observations à faire.

On met les adversaires politiques à la porte : le bureau formé reste composé de personnes du même parti et naturellement il fait de l'urne ce qu'il veut.

D'ailleurs, on met les gendarmes à la porte aussitôt après les adversaires politiques, de sorte que la gendarmerie ne peut s'apercevoir de rien.

M. le Rapporteur. – Donc, votre opinion très nette, c'est que là-bas, à quelque parti qu'on appartienne, c'est partout la même chose : du moment qu'on tient les urnes, on fait ce qu'on veut.

[...] Il s'agissait des arrestations que M. de Breffeuilhac avait imposées à M. Thaly.

Quant au juge d'instruction, il est venu les larmes aux yeux trouver M. Ballot, en disant : « Monsieur le gouverneur, dans toutes les affaires qui se passent, je ne suis pour rien, on a forcé une conscience de juge d'instruction ». [...]

Le gouverneur a calmé M. Thaly qui tenait absolument à être embarqué et disait : « J'ai une conscience. Je ne veux pas marcher contre elle. »

Lorsque M. Thaly s'est retiré, M. Ballot m'a dit : « c'est insensé ce qui se passe dans ce pays. »

Il y avait longtemps que je le savais.

M. Georges Berry. – Que saviez-vous ?

M. Igert. – Tout ce qui s'était passé pendant les années précédentes.

M. Georges Berry. – Précisez, quelles sont ces choses fantastiques.

M. Igert. – Ce sont ces affaires d'élections ou de poursuites. Je vous citerai à ce propos un fait qui m'a passablement écœuré, puisqu'il est une des raisons pour lesquelles je n'ai pas tenu à retourner à la Guadeloupe. Aux élections du 3 mai, un de mes brigadiers prend en flagrant délit de fraude, le secrétaire municipal de la ville de Capesterre. Il veut l'arrêter parce que j'avais donné des ordres en ce sens. Cet individu a été conduit devant le Procureur de la République : le procureur de la République l'a poursuivi. On l'a mis en liberté provisoire, mais il a été condamné par le tribunal de I ère instance à un mois de prison et il a été acquitté en appel.

Quant à mon brigadier, on est venu le lendemain me demander son déplacement.

J'ai refusé carrément, disant que si je pouvais le faire nommer maréchal des logis, je le ferais.

*AUDITION DE M. BALLOT, GOUVERNEUR GÉNÉRAL HONORAIRE,
ANCIEN GOUVERNEUR DE LA GUADELOUPE
(ARRIVÉ EN JUILLET 1907 ET REPARTI LE 29 JUIN 1908) :
SÉANCE DU 12 MARS 1909*

[...] M. Ballot. – Par décision du 30 décembre 1907, j'ai institué une commission administrative sur la demande de l'Adjoint faisant fonction de Maire de la Pointe-à-Pitre, pour la vérification des écritures et des établissements de bienfaisance et hospices. [...]

M. Légitimus est arrivé dans la colonie le 21 avril ; les élections eurent lieu dans le plus grand calme, grâce aux mesures prises et grâce aussi, rendons-lui cette justice, à M. Légitimus qui conseille le calme à ses partisans – je tiens à le déclarer.

Je suis parti de la Guadeloupe le 29 juin, très souffrant mais surtout écœuré des agissements de M. Gérault-Richard et de la faiblesse du ministre. En effet, la colonie était livrée à trois intrigants agents de M. Gérault-Richard : M.M. Henry, de Breffeuilhac et Faÿs.

M. Henry, secrétaire général et ancien magasinier a été envoyé spécialement par M. Gérault-Richard pour le tenir au courant.

M. Sévère. – C'est celui qui n'a pas pu être nommé sous-chef de bureau.

M. Ballot. – Il a été magasinier, ensuite employé en Indochine puis au ministère ; on n'a pas réussi à le nommer sous-chef de bureau, alors on l'a nommé secrétaire général.

(Suit la fameuse lettre de Gérault-Richard du 20 octobre 1907 « mon cher gouverneur ».)

(Suit un réquisitoire sévère contre Fayès.)

[...] Dans ce pays il est impossible d'empêcher de frauder ; il n'y a qu'une chose à faire, c'est de supprimer la députation coloniale. C'est épouvantable de voir ce qui se passe. Il faut aussi supprimer l'électorat, le suffrage universel. Ces gens-là n'ont pas conscience de ce que c'est, ils s'amusent, ils ne savent pas. Ils ont un mot pour désigner un de leurs procédés, ce sont des « mamans cochons » – vous savez que les truies font beaucoup de petits – c'est un papier plié en quatre ou cinq dans lequel se trouvent quinze ou vingt bulletins et qu'ils mettent dans l'urne. (rires). [...]

Nous sommes la risée des étrangers. [...] Il y a à la Guadeloupe une mentalité spéciale ; ces gens ne se figurent pas commettre un délit, ils croient que c'est une bonne farce et tout le monde fraude si bien que voilà M. Gérault-Richard qui se plaint de M. Légitimus, lequel M. Légitimus déclare que M. Gérault-Richard a fraudé.

Il y a cependant un homme parfaitement honorable, je me hâte de le dire, c'est M. Cicéron : il est en dehors de tout cela et il représente les honnêtes gens de ce pays. Mais en général, la mentalité de ce pays est tout à fait inférieure et spéciale. [...]

Je dois déclarer également que M. Annaud, Inspecteur général, arrivé à la Guadeloupe en avril 1908, m'avait conseillé, de la part du ministre, de suspendre M. Légitimus de ses fonctions de Maire de la Pointe-à-Pitre. [...] Les meneurs du parti socialiste unifié ne manqueraient pas, si je commettais une pareille erreur, de crier bien haut à la persécution et de présenter à leurs électeurs, gens crédules et ignorants pour la plupart, M. Légitimus comme une victime du gouvernement. Ce serait, à mon avis, le moyen le plus sûr de le rendre plus intéressant, plus populaire encore et d'assurer sa réélection.

L'expérience des dernières élections législatives nous a prouvé à quels excès peuvent se livrer les Noirs de la Guadeloupe quand ils sont excités et entraînés. [...]

M. le Rapporteur. – Voici un point qui serait bien la démonstration matérielle de votre affirmation, à savoir qu'on a sacrifié M. Légitimus à des rancunes politiques. Cette délibération³⁴ approuvant la majoration des factures nous a tous apparu comme un des éléments les plus importants du procès. [...] ne vous paraît-il pas fantastique que la seule pièce qui ne figure pas dans le dossier de l'instruction soit justement cette pièce ? [...]

M. le Rapporteur. – Concevez-vous comment M. Thartan, déposant devant cette commission, a pu s'expliquer sur les faits à propos desquels

34. Qui autorisait M. Légitimus à majorer de 30 % les factures et que M. Boulloche dit avoir vue.

on a poursuivi M. Légitimus sans parler de cette délibération qui avait été prise sur son propre rapport.

M. Ballot. – M. Thartan était un homme à peu près illettré et il a pu parfaitement ne pas lire ce rapport, il est même certain qu'il ne l'a pas lu. C'était un menuisier, il est mort de la grippe infectieuse avec une dizaine d'autres personnes au cours d'une épidémie.

[...]

Ne suis-je pas en droit de dire qu'en France le gouvernement ne reconnaît plus aujourd'hui que les services électoraux puisque j'ai été lâchement sacrifié, sans aucune raison, sans motif avouable, aux intérêts de M. Gérault-Richard ! puisqu'ici même, le ministre a fait mon éloge !

*AUDITION DE LAFONTAN DE GOTS, PRÉSIDENT DU TRIBUNAL
DE LA POINTE-À-PITRE : SÉANCE DU 15 MARS 1909*

(Arrivé en Guadeloupe en novembre 1906, nommé président du tribunal de Pointe-à-Pitre le 17 août 1907 jusqu'au 21 août 1908.)

M. de Lafontan. – Je sais beaucoup de choses par des on-dit, mais pas grand-chose professionnellement, puisque je n'ai pas eu à m'occuper directement. J'ai condamné M. Légitimus pour fraudes électorales, en dehors de cela, il y a eu l'affaire Alidor, des marchés fictifs.

M. Ribière. – Permettez-moi de vous demander ce que vous pensez de l'institution du jury à la Guadeloupe et sur la façon dont il peut se prononcer. Les jurés sont-ils sérieux et susceptibles de juger sérieusement ?

M. de Lafontan. – Je vous répondrai très franchement que je ne le crois pas.

M. Ribière. – Aussi bien pour cela que pour les votes, il n'y a rien à faire.

M. de Lafontan. – On leur donne des instructions auxquelles ils ne comprennent rien. Quand on part là-bas, on se figure qu'on va trouver des gens comme nous, mais le dernier de nos manouvriers a une mentalité bien supérieure à celle de ces gens-là qui n'ont ni notre tournure d'esprit, ni notre instruction, ni notre éducation, ni notre atavisme. Ils ne savent pas ce que signifient les mots que nous employons, parce qu'ils n'ont pas les mêmes besoins que nous. Ils n'ont pas besoin de maisons, de vêtements, de rien. Ils travaillent pour avoir des vêtements de luxe. J'ai vu souvent arriver des nègres qui habitaient une case dans laquelle nous ne logerions pas notre chien et qui se présentaient en smoking avec des bottines jaunes, car les bottines jouent un grand rôle dans leur existence. Ils tâchent aussi de gagner quelque argent pour boire du tafia – c'est leur question sociale.

M. le Rapporteur. – Du moment qu'on a maintenu le jury, on devrait tout de même chercher à y mettre des hommes capables de remplir le rôle de juré, sans violer la loi. [...] Mais il y a tout de même des affaires qui vont devant le jury ?

M. de Lafontan. – Certainement. J'en ai présentées moi-même, mais il y a là une mentalité tout à fait spéciale.

On connaît d'avance le résultat.

M. Ribière. – La vérité, c'est qu'à la Guadeloupe, en n'importe quelle matière, politique ou autre, il n'y a de garanties pour personne.

M. de Lafontan. – Et cela tient surtout aux questions de race.

(Un peu plus loin, lapsus calami du greffier qui tape M. le procureur, au lieu de M. le rapporteur ! Il s'exprime ainsi, à la suite de dénégations qui répondaient à la question « vous n'avez pas assisté à une entrevue entre le juge d'instruction et le procureur général dans laquelle ce dernier aurait donné les ordres ? »)

[...]

M. Georges Berry. – Vous avez dit que, professionnellement, vous ne saviez pas grand-chose sur l'affaire Légitimus, mais en dehors vous paraissiez dire que vous pourriez donner quelques éclaircissements sur Légitimus.

M. de Lafontan. – On entend raconter mille choses quand on habite le pays, mais je ne crois pas savoir rien de plus intéressant que ce que vous pouvez connaître.

M. Ribière. – Dans le monde des fonctionnaires à la Pointe-à-Pitre, estimait-on que Légitimus avait commis des fautes graves ?

M. de Lafontan. – C'était la croyance générale. Mais il se détermine des courants d'opinion quelquefois peu fondés. Il y avait une sorte de levée de boucliers générale contre M. Légitimus, mais il était à terre, il avait été battu aux élections municipales et cela suffisait pour que tout le monde tombât sur lui. Quand je suis arrivé en 1906, il était au contraire l'objet d'une sorte de respect universel, et dans l'espace de 18 mois, j'ai assisté à un mouvement absolument opposé.

*AUDITION DE M. FAÏS (D'ORIGINE MARTINICAISE),
PROCUREUR GÉNÉRAL INTÉRIMAIRE DE LA GUADELOUPE :
SÉANCES DES 19, 24 ET 27 MAI, 2 ET 8 JUIN 1909*

1^{re} audition, 19 mai 1909

M. Faïs. – [...] Les pièces que j'ai en mains vous démontreront que nous nous sommes trouvés en présence d'un véritable système de dilapidation et de vols. [...] de budgets mis en coupe réglée.

(Légitimus a reçu un mandat pour acheter des effets d'habillement pour les sapeurs pompiers et les agents de police de la commune le 27 novembre 1905.)

[...] il s'institue « negociorum gestor » de la commune et traite aussi pour des effets d'habillement à l'usage des musiciens de la fanfare municipale, pour l'achat d'instruments de musique.

M. Légitimus fut de retour dans la Colonie, autant qu'il m'en souviennent, le 20 mars 1906, avec M. Gérault-Richard, lequel venait soutenir sa candidature.

[...]

[...] M. Sévère. – Tout ce passé de crimes qu'on invoque aujourd'hui contre M. Légitimus ne s'est-il pas déroulé au temps où précisément M. Légitimus avait la protection de la haute administration de la colonie ? Les propriétaires des maisons saccagées, quels étaient-ils au point de vue po-

litique ? N'était-ce pas des adversaires de M. Gérault-richard et de M. Légitimus à la fois ?

M. Faÿs. – M. Gérault-Richard avait jusque là le même parti que M. Légitimus. Les sacs et les pillages dont je vous parle se placent dans la nuit du 27 au 28 juillet 1906 ; ils se sont poursuivis pendant trois journées et ils ont eu des répercussions jusqu'au mois d'octobre. Toutes ces maisons étaient les propriétés de libéralistes, c'est-à-dire de l'ancien parti de M. Isaac. M. Gerville-Réache n'a jamais eu qu'un faible parti à la Pointe-à-Pitre.

M. Ribière. – Donc les socialistes révolutionnaires s'étaient mis dans un touchant accord pour faire flamber les maisons des libéralistes, anciens partisans de M. Gerville-Réache.

M. Faÿs. – Non, je n'accepte pas cette conclusion : c'était une question de races ; et M. Gérault-Richard est en dehors de cette discussion. [...]

Et alors pour vous montrer ce qu'était la police sous M. Légitimus, j'ai là un procès-verbal de brigadier de police, diamétralement opposé aux procès-verbaux de gendarmerie et qui, altérant impudemment la vérité, impute tous ces faits, dont n'ont été victimes que des libéralistes, à des libéralistes.

M. Sévère. – [...] Je connais des fait un peu antérieurs. Au mois d'avril 1906 j'étais à la Martinique. A ce moment de la période électorale la maison où se trouvait la presse du *Libéral* qui soutenait la candidature de M. Gerville-Réache et de l'adversaire de M. Légitimus, fut saccagée, la presse brisée. Dans la même ville et le même jour, au même moment la maison qui abritait la *Vérité* fut aussi saccagée et la presse brisée. Si bien que le parti de M. Gerville-Réache fut obligé de s'adresser à moi pour me demander d'imprimer à la Martinique pendant le cours même de la campagne électorale, le journal de ce parti. [...] Ces faits sont restés absolument impunis, je l'ajoute, dans l'histoire des colonies.

[...]

Je n'ai fait cette observation que pour arriver à cette conclusion que cette malheureuse Guadeloupe a été plongée pendant de longues années dans un véritable état d'anarchie et la responsabilité de cette situation que beaucoup ont eu la pensée de rejeter sur la situation sociale, sur les tendances misérables d'une partie de la population, cette situation est due à une amélioration (*sic*) déplorable qui s'est associée à certains hommes pour la créer.

M. Légitimus a bénéficié pendant longtemps de toute la protection des pouvoirs publics. Vous ne pouvez en avoir la meilleure preuve que le fait suivant : il existe aux colonies une institution d'une importance considérable, c'est le Conseil privé, c'est-à-dire l'assemblée qui se tient aux côtés du gouverneur. Le gouverneur a encore aujourd'hui les pouvoirs qu'il détenait sous la restauration et sous l'empire, des pouvoirs absolus qui lui ont été donnés au temps où les colonies n'étaient pas reliées par des câbles avec la métropole. Il avait et il a encore le droit par exemple de frapper d'exil un citoyen [...]

Mais le gouverneur a un frein moral, c'est le conseil privé placé à côté de lui ; conseil composé de tous les chefs d'administration, Directeur de l'Intérieur, Procureur Général, Commandant supérieur des troupes, auxquels sont joints deux notables qui sont nommés tous les deux ans par un décret du chef de l'Etat. [...] Quand M. Légitimus eut abandonné son

mandat en 1902 au profit d'un autre postulant, il a été nommé, lui personnage politique, par décret du Chef de l'État, Conseiller privé. Dans ces conditions je ne m'étonnerai pas qu'aucun fonctionnaire, ni vous M. le Procureur général, ni d'autres, ait fait de la politique avec M Légitimus. Le ministre en faisait bien lui.

[...] **2^e audition**³⁵. 24 mai 1909

M. Faÿs - [...] l'organisation coloniale a fait du procureur général le chef du service judiciaire, c'est-à-dire, en fait un être au-dessus de tous ; et c'est peut-être la tare qui pèse encore sur les services judiciaires : de ne pas rendre assez indépendants les magistrats du siège vis-à-vis du procureur général qui les note, et de ne pas rendre la magistrature, non seulement la magistrature assise mais la magistrature debout, assez indépendante du pouvoir exécutif ; du gouverneur. Aussi les magistrats sont-ils tous les hommes liges du gouverneur qui les note à son tour et pour peu qu'ils manquent un peu d'initiative ou de caractère, c'est le gouverneur qui dirige les affaires judiciaires, malgré l'interdiction formelle des textes. [...]

M. le Rapporteur. - Je m'étais laissé dire par un magistrat colonial qu'il est difficile d'envoyer des nègres devant un jury nègre, parce qu'ils sont toujours acquittés.

M. Faÿs. - Voilà la conséquence souvent du renvoi en Cour d'Assises. Les faits les plus monstrueux ont été commis et ont été acquittés.

M. Chambon. - Alors changez la loi, mais ce n'est pas une raison pour envoyer les crimes en correctionnelle.

M. Faÿs. - Ce n'est pas moi qui est (*sic*) traduit M. Légitimus devant la police correctionnelle.

[...]

J'y trouve M. Fawtier, sous-chef de bureau du secrétariat général à 5000 francs ; trois ans après M. Fawtier était secrétaire général, gouverneur de la Guadeloupe par intérim. La tare du monde colonial est le favoritisme et je ne suis pas une créature du favoritisme, moi, magistrat touchant aujourd'hui 14 000 francs au bout de vingt cinq ans de carrière. Je n'avais jamais servi sous les ordres de M. Fawtier car il est arrivé à la Guadeloupe comme gouverneur p.i. quand j'en partais, fin août 1906. N'ayant jamais été placé sous ses ordres il ne me connaît pas et ce monsieur me note dans un rapport confidentiel, qui vous est livré et qui est livré à la presse, où je passe pour un homme taré, démoli, criblé de dettes, morphinomane, pour un bandit. Regardez-moi, messieurs : à quarante huit ans d'âge, ai-je l'air démoli ? et c'est la voix de la presse qui m'apprend ces aménités. [...]

M. le Rapporteur. - Enfin on tombe tous les uns sur les autres.

35. Le thème récurrent de cette deuxième audition est la correctionnalisation de l'affaire ainsi que le problème de la délibération du Conseil municipal de Pointe-à-Pitre (notamment la question de son contenu). En toile de fond, on retrouve le thème de la nécessaire (et impossible ?) réforme de la magistrature coloniale. Débat plutôt technique. Faÿs apparaît au reste comme un homme fin doublé d'un processionnel contrairement à l'image de ses détracteurs, dont Cherdieu, qui suit en cela les soutiens de Légitimus.

3^e audition de M. Faÿs 27 mai 1909³⁶

[...]

M. Faÿs. – Enfin M. Fawtier m’a sali, je me suis excusé. [...]

Dans le monde colonial, cela se passe autrement. J’en ai là pour preuve un procès-verbal. M. Fawtier à la Guadeloupe a des propriétés de par sa femme. Il avait passé une rhumerie à son frère. Or un jour, les contributions indirectes se transportent sur cette propriété et constatent qu’il y a des tuyaux clandestins permettant aux neuf dixièmes des produits de passer où vous savez. Et le monsieur qui bénéficiait de cette fraude, bénéficie, à cinq ou six ans de là, de la situation de gouverneur des colonies, en exercice à la Guadeloupe.

Voilà le monde colonial.

M. Georges Berry. – Avez-vous été affilié à des sociétés révolutionnaires ?

M. Faÿs. – Je vais répondre.

Je suis arrivé dans la colonie en 1901. Je connaissais les trois représentants de la colonie, dont M. Légitimus qui, d’après les gouverneurs, aurait été mon protecteur.

J’ai été nommé à la Guadeloupe le 20 novembre 1900, retour du Congo, et je vous ai dit que je m’honore des causes de ma disgrâce du Congo. J’ai voulu faire régner la justice française là-bas, empêcher qu’on ne tirât sur des hommes comme sur des bêtes fauves et poursuivre les assassins ; je n’ai pas pu.

M. Sévère. – Personne ne l’a pu.

M. Faÿs. – Quand je suis arrivé, M. le chef du personnel au Ministère des colonies et le Ministre m’ont demandé de garder pour moi les documents que je rapportais du Congo, en me donnant l’assurance que j’aurais une compensation de ce chef, qu’on me faisait passer de 16 000 à 10 000 francs de solde. J’en appelle à votre devoir de républicain, me disait-on, ne créez pas de difficultés au Ministère Waldeck-Rousseau. J’ai répondu à M. Decrais : il suffit que vous m’adressiez cette demande pour que je m’incline. [...]

On vous a dit que dans toutes les colonies où j’avais passé, j’avais eu des difficultés et qu’au moment de mon retour du Congo, M. Légitimus m’avait aidé à sortir de l’impasse. On a même dit qu’il m’a fait recueillir alors sur le pavé de Paris quand je battais la misère. [...]

Voilà ce que M. Légitimus appelle être de son parti. Effectivement j’étais de ses amis et je croyais en sa foi démocratique. Je le considérais comme un apôtre de sa race et je trouvais son rôle beau, sa mission belle. Je ne le mettais pas en doute. [...]

M.M. Gérault-Richard et Légitimus se sont brouillés au commencement de 1907 avant les affaires de fraudes électorales dont je vais vous parler tout à l’heure et à l’occasion des premières révélations sur les affaires d’escroqueries et de faux dont M. Gérault-Richard a lancé des manifestes de rupture, que tout le monde connaît là-bas. [...]

36. Concernant le budget supplémentaire. Il répond en outre aux accusations du rapport Fawtier, qui fait de lui un magistrat criblé de dettes, morphinomane et faisant de la politique.

Des fraudes indécentes : des noms biffés – on n'avait même pas pris la peine de les gratter ; – à la place on avait porté des noms d'individus qui n'étaient pas électeurs ; puis on avait paginé de façon à ce qu'on ne s'y retrouvât pas : le N° 400 venait, par exemple après le 150. [...]

De ce jour, décembre 1904, je suis pris à parti par M. Légitimus ; ses journaux ne tarissent pas d'injures sur mon compte, déclarant que je ne suis qu'un ambitieux, un monsieur qui cherche sa voie, que mon rapport est mensonger ; – il était établi sur des pièces administratives : – enfin il me salit, comme ils ont l'habitude de salir quand ils s'y mettent.

M. Ribière. – Cependant, ce sont des précurseurs.

M. Faÿs. – Qui ?

M. Ribière. – Vous avez dit que vous considériez Légitimus comme un apôtre.

M. Faÿs. – L'apôtre de sa race. Il est d'une race qui ne se rapproche de la nôtre, ni au point de vue atavique, ni au point de vue intellectuel.

M. Ribière. – Et au point de vue électoral ?

M. Faÿs. – Au point de vue électoral, elle est la masse. Mais je n'ai pas considéré M. Légitimus seulement comme voulant se faire élire, mais comme l'apôtre de la race noire. Je me suis trompé, cela peut arriver. Il m'a convaincu qu'il ne se maintenait que par la fraude, mais en définitive je ne renie pas mes relations avec lui et le sentiment qu'il m'a inspiré au début. J'ai dit que je le considérais comme un ami et que surtout, dans un milieu où les préjugés sévissent, je le considérais au même titre que je considérais un blanc et que je ne faisais pas de distinction³⁷.

[...]

M. le Rapporteur. – [...] Mais je vous demandais si en toute conscience vous estimez que la sincérité du suffrage universel est garantie à la Guadeloupe.

M. Faÿs. – Je ne voudrais pas en dire davantage que ce que j'ai dit.

M. Sévère. – Il ne faut pas équivoquer (sic). S'il y a davantage il faut dire davantage. Il faut dire la vérité. L]

Vous faites une réponse individuelle, vous parlez d'une élection spéciale, tandis que ma question est excessivement générale. Je vous demande si, sous le régime qu'on peut appeler le régime Légitimus, les fraudes se sont étendues et si auparavant les opérations se faisaient plus correctement qu'actuellement.

M. Faÿs. – D'opinion nette, je n'ai que celle que je viens de vous rapporter. Elle est unique et c'est une opinion que je donne avec certitude, parce que je l'ai contrôlée.

Mais vous me posez une question d'impression, à savoir, si, avant, il y avait des fraudes, je vous dirais : oui, dans les mêmes conditions à peu de choses près.

[...] ³⁸

M. Sévère. – Il y a deux choses dans vos déclarations, et très importantes.

Vous avez signalé un état de choses que je suis loin de contester. Il y a un véritable état anarchiste à la Guadeloupe ; des incendies y éclatent, ce n'est pas contestable ; des faits criminels ont été perpétrés depuis assez

37. Suit un exposé passionné des techniques de fraude électorale.

38. Puis intervient le débat sur l'affaire Nainsoutta.

longtemps. Vous disiez vous-même tout à l'heure que M. Légitimus avait derrière lui tout un passé de crimes, < la torche incendiaire » et « le poignard assassin ».

M. Faÿs. – Non, ceux qui se réclament de lui.

Séance du 2 juin 1909, 4^e audition de M. Faÿs.

[...]

M. le Rapporteur. – Il faut donc des appuis politiques pour avancer dans la magistrature coloniale ?

M. Faÿs. – Je vous donne ma parole qu'il faut être appuyé en très haut lieu et très fortement pour se faire nommer dans la magistrature, comme dans toutes les branches de l'Administration. Les notes des chefs ne suffisent pas. M. Laffont est très bien noté, il a été l'objet de multiples propositions ; et il n'a jamais passé, bien qu'il soit au-dessus de bonne moyenne.

M. Lafont nommé Juge d'instruction, M. Bonnet était nommé substitut du Procureur de la République à la Pointe-à-Pitre.

Le sac des presses de journaux venait d'avoir lieu, des instructions avaient été ouvertes. Trois ou quatre jours après, le mouvement était renversé complètement. M. Lafont était nommé substitut au lieu d'être maintenu juge d'instruction. J'ai cherché les raisons de ce mouvement et j'ai demandé à M. Lafont pourquoi ce changement à quatre jours près. Il me répondit : le Procureur de la République du siège était venu me trouver et m'avait dit : vous savez, vous êtes nommé juge d'instruction, mais il ne faudra pas donner une extension trop considérable à toutes les grosses affaires actuellement à l'instruction, parce que cela déplairait à M. Légitimus.

[...]

(Autre exemple sous le « gouvernorat » de Boulloche.) Le 9 mai 1906, nous trouvons une lettre authentique de M. Légitimus au prédécesseur de M. Thaly, lui disant : il y a de grosses instructions en cours, la justice n'est pas rendue avec assez de célérité, il faudrait un second juge d'instruction pour faire marcher les choses. [...]

Mais auparavant, que je vous explique la force réelle de M. Légitimus – je ne dis pas qu'il n'ait pas une situation populaire propre, ce serait dire le contraire de la vérité, mais sa force au point de vue administratif, au point de vue politique, d'ordre général si vous voulez, réside dans les points d'appui qu'il s'était trouvés en France, il ne faut pas vous faire d'illusion.

M. Gérault-Richard était sa réelle force et c'est en abusant de cette force, à l'insu de celui qui la lui prêtait, qu'il arrivait à faire marche gouverneur, Procureur général, magistrats. Mais il ne m'a jamais fait marcher, je l'ai démontré.

[...]

Mais sur une population de 180 000 âmes, il y a 5 000 blancs, 30 000 hommes de couleur et le reste est noir. Les Blancs sont à la remorque des plus forts, c'est le droit à la vie. Ils sont avec ceux qui leur assurent un minimum de sécurité, sans quoi ils seraient écrasés.

Les Blancs sont avec Légitimus, parce qu'ils représentent la force industrielle du pays et qu'ils craignent l'incendie chez eux.

M. Sévère – N’a-t-on jamais pu imputer ces incendies à d’autres partis qu’à celui de M. Légitimus ?

M. Faÿs. – Je ne sais pas. Neuf fois sur dix il est bien difficile d’en trouver les auteurs et je ne peux pas vous donner de précisions, parce que les investigations de la justice n’ont rien donné.

M. Sévère. – Historiquement je sais qu’il y a eu un incendie qui a donné un résultat et même une condamnation. On a prouvé qu’il avait été allumé par un Blanc.

M. Faÿs. – C’est bien antérieur à mon arrivée. Enfin voilà un avocat nommé magistrat depuis un mois et qui s’offre à faire tout le nécessaire, et on le remplace, parce qu’il a des opinions qui ne conviennent pas ; et par qui le remplace-t-on ? Par un juge de paix qui est du parti de M. Légitimus, M Ribon, un noir. [...]

Or c’est dans ces conditions que M. Thaly accompagné du juge d’instruction, a fait arrêter ce concierge de M Légitimus, le nommé Boisdur, au même titre qu’il aurait pu faire arrêter sa femme et ses enfants. [...]

Je crois l’être aussi (correct), je dépose sur les faits. Il y a eu aussi des poursuites engagées contre le nouveau secrétaire de mairie qui a remplacé M. Gayalin. Six jours après, il commençait à procéder à des détournements, par faux, sur les droits d’inhumation. Y avait-il 17 francs de perçus, il grattait et substituait le chiffre 6. C’est un nommé Toussaint qui est en fuite.

[...]

M. Ribière. – Que fait cette famille, (Saint-Preux, Birman) officiellement ?

M. Faÿs. – M. Légitimus, ou son parti, s’était préoccupé depuis de longues années de constituer une coopérative à la Guadeloupe. Il avait été émis des actions, qui n’ont jamais été couvertes ; c’était une coopérative fictive et à sa tête a été placée Mme Saint-Preux. Il y a, d’après ce rapport, des marchés passés stipulant par exemple un prix de 4, 50 francs par dame-jeanne de vin ordinaire ; qu’on payait sans marché à Mme Saint-Preux jusqu’à 7,50 et 10 francs.

[...] A l’Hôtel-Dieu, pas un livre, pas une comptabilité. Cela se pratiquait par un système de bons que M. Légitimus signait en bloc à l’avance, par 10, 20, 30 et 80.

[...] L’inspecteur des Finances m’a déclaré qu’à ses yeux, Bonneville est comptable de deux sommes : l’une d’environ 17 000 francs qu’il a touchée au compte des malades payants et dont il ne justifie pas l’emploi, puisqu’il avait deux mandats mensuels de 500 francs, chacun pour faire face aux dépenses et un de 500 francs qu’il a payé pour le compte de Mme Saint-Preux. Ce sont des brigandages éhontés.

[...]

M. Faÿs. – M. Légitimus lui-même touchait des frais de représentation à titre de maire et il les touchait pendant qu’il était en France.

M. Sévère. – C’est le seul maire des Colonies, à ma connaissance, qui ait jamais touché un sou.

M. Ribière. – C’est le système socialiste collectiviste, maintenant.

M. Faÿs. – Il touchait 3 000 francs par an, indépendamment de ce que lui allouait le gouverneur à titre gracieux, à titre de secours extraordinaires.

J'ai fait établir la liste des employés municipaux. Pour 1906, il est porté, en outre : « M. Légitimus, 1^{er} semestre 1906, 1 500 francs, etc. Sommes mises à sa disposition pour soulager les infortunes cachées » en tout 3 000 francs, à ce titre.

M. Sévère. – Donc le Conseil municipal a voté 3 000 francs et ils sont versés au Maire qui soulage les infortunes cachées.

M. Faÿs. – Que je vous dise comment il procède. Il y a un tableau sur lequel sont portés quinze ou trente noms d'un côté ; et l'expert M. Numa, qui est un homme du pays, dit que M. Légitimus n'énonce que des prénoms d'individus introuvables, et c'est signé : le Maire, Légitimus.

Alors que le budget se chiffre en moyenne à 300 000 francs en une année, les frais de mairie se sont élevés à 74 523 francs. Vous verrez, dans le rapport Numa que certains individus sont portés comme employés de mairie à 4 800 francs. Tel Alidor, la cheville ouvrière de toute cette affaire, c'est Alidor, maire de Petit-Bourg, Conseiller général, secrétaire de M. Légitimus, fournisseur de papier de M. Légitimus. Ce monsieur n'est jamais venu qu'à la fin du mois pour toucher son argent. C'est le rapport de l'expert qui le dit.

Un autre porté comme employé de mairie sur cette liste était directeur d'une usine au Moule, à l'autre extrémité de la Grande-Terre.

[...]

On m'a remis à mon départ de la Guadeloupe la note suivante : « approbation par M Boulloche du Budget supplémentaire de la Pointe-à-Pitre en 1905 : 1500 francs pour infortunes cachées. Les 1500 francs sont indépendants des 3000 francs votés déjà sous cette rubrique.

Et on ajoute, sur la note qui m'a été passée, mais je n'en prends pas la responsabilité : « Légitimus prend le champagne avec ses amis à la santé de M. Boulloche et des infortunes cachées »

M. le Rapporteur. – Si la répartition avait été bien faite cela correspond aux fonds votés par les conseils généraux pour les cas d'extrême misère. [...]